

« Cette fusion était naturelle et avait tout son sens. Mais on ne refera pas l'histoire. »

**Vincent BLONDEL**

**5** ans de travaux acharnés et de négociations pour aboutir à un échec entre les quatre universités.

**L'échec de la fusion des universités catholiques**

# Comment elles ne s'unirent jamais

**Cinq années d'efforts énormes pour parvenir à fusionner les quatre universités catholiques francophones.**

Et l'échec. Pourquoi ?

• **Catherine ERNENS**

**L'**Académie universitaire Louvain ferma ses portes avant même de les avoir ouvertes le 17 décembre 2010. Brutalement. Suite à un vote historique et négatif lors d'une assemblée générale des FUNDP (Facultés de Namur). Après cinq années d'âpres négociations.

Michel Molitor et Jean-Émile Charlier, chercheurs au CRISP (Centre de recherche et d'information sociopolitiques), ont mené une enquête minutieuse qui vient de sortir. Analyse qui éclaire les événements qui ont mené à l'échec de cette fusion. Puis à l'abandon de tout projet de fusion. Puis au lancement d'autres projets, sur de nouvelles bases et l'avènement du décret paysage du ministre Marcourt (PS).

Avec le décret Bologne, imaginé par Françoise Dupuis (PS), les universités avaient reçu la possibilité

de prendre les devants. La possibilité de regroupement ou fusion était explicitement prévue.

Dès le départ, l'UCL avait raisonné en termes de fusion entre les quatre universités catholiques du paysage. Les FUCaM (à Mons) sont sensibles à l'idée de s'adosser à l'UCL pour des raisons pratiques. Les FUSL (Saint-Louis) veulent préserver leur identité spécifique. Les FUNDP sont tentées par un développement autonome. Nous sommes en 2004. Un groupe stratégique discute et teste des positions. L'UCL veut s'engager rapidement et discuter ensuite des questions concrètes et des difficultés. Les FUNDP et les FUSL sont plus hésitantes. Les FUCaM ne veulent rien décider tant que le dossier n'est pas complètement instruit.

*« En postposant la décision, les responsables institutionnels se privent de la possibilité de vérifier le degré d'assentiment du personnel à cette perspective. En d'autres termes, ils informent davantage sur un processus possible que sur une réalité en construction. Cette absence d'arbitrage clair sur le choix contribuera à*

*l'échec de la fusion », expliquent Michel Molitor et Jean-Émile Charlier.*

**Une place forte catholique ?**

Le 12 mars 2007, les recteurs des quatre institutions publient un communiqué commun annonçant l'ouverture de négociations en vue de créer ensemble une université nouvelle, tournée vers le XXI<sup>e</sup> siècle. Et cela pour la rentrée académique 2010. Voilà qui agite les milieux politiques. Certains craignent la création d'une « place forte catholique » qui couvrirait l'ensemble de la Communauté française. Mais les chantiers, au nombre de treize, se mettent en place. Ce sera l'échec lors du vote à Namur (voir ci-contre).

Pourquoi ? Le Crisp relève des causes multiples : illisibilité des structures de gouvernance, criante perte d'autonomie, appréhension des mécanismes bureaucratiques attribués à une grande organisation, relations entre certains décideurs, interventions diverses et parfois à contre-courant... Et même du côté de l'UCL, un sentiment que le bénéfice resterait fort mince au regard des contraintes nouvelles. Et puis, les négociateurs du projet se sont relativement isolés, suscitant la méfiance. ■

## Et Namur voulut<sup>1</sup> un rabiote

«Il nous manque 5 voix. Laissez-moi deux mois. Je suis certain que je peux les obtenir. On va sauver cette fusion». Voilà ce que dit Yves Pouillet au président du CA de l'UCL le 18 décembre 2010, lendemain du

«Waterloo universitaire». Voici le rabiote que l'histoire pas retenu mais défendu aujourd'hui par Yves Pouillet.

**17 décembre.** L'assemblée générale de Namur n'obtient pas 80 %. L'échec de la fusion se joue à 5 voix manquantes.

**20 décembre.** À la veille de Noël, Namur a soudain (ou enfin) peur de l'isolement. Les FUNDP

proposent à l'UCL un moratoire : deux mois de délais pour obtenir les 5 voix qui manquent.

**22 décembre.** Le Conseil d'administration de l'UCL accepte.

**23 décembre.** Une assemblée générale vote pour le moratoire à Namur. Même les chagrins et tribulations sont soudain d'accord.

**8 janvier.** Coup de téléphone, coup d'arrêt. Le recteur de l'UCL,

Bruno Delvaux, dit qu'il faut cesser de rêver et enterrer le moratoire. L'ultime repêchage n'aura jamais lieu. Tout est finalement «la faute à B. Delvaux», concluent certains qui pourraient aussi méditer sur le «après l'heure c'est plus l'heure». Et sur les responsabilités partagées largement détaillées dans le dossier du Crisp. **C.Ern.**

### INTERVIEW

### • Vincent BLONDEL

## «C'était une opportunité unique et dans l'intérêt de tout le monde»

**Vincent Blondel, vous êtes le recteur de l'UCL.**

**Pourquoi cet échec de la fusion, selon vous ?**

Nous avons été très ambitieux. Quatre institutions qui doivent fusionner, c'est un projet d'ampleur. Mons (Fucam) et Saint-Louis avaient voté pour la fusion à l'unanimité, ne l'oublions pas. Le paysage universitaire aurait été totalement autre après cette fusion. C'était une opportunité unique et dans l'intérêt de tout le monde. Cette fusion était naturelle et avait tout son sens. Mais on ne refera pas l'histoire. La page est tournée.

**Cela reste une blessure ?**

Non. Ça le reste sans doute pour ceux qui ont œuvré à cette fusion, qui ont tout donné, en vain. Pour eux c'est une énorme frustration. Mais les quatre recteurs de l'époque ne sont désormais plus là. Et l'Université catholique de Louvain est implantée dans trois des cinq pôles du décret paysage. Parmi nos 30 000 étudiants, un tiers sont basés ailleurs qu'à Louvain-La-Neuve même, quelque part dans la fédération.

**Cette fusion avortée relevait d'une logique idéologique.**

Les rapprochements se font sur base d'hommes et de relations interpersonnelles. Cela joue plus, à mon sens,

que les piliers. Mais une université n'est pas une entreprise classique. Le processus démocratique est important. C'est plus lourd mais c'est un véritable atout aussi.

**Vous gardez des regrets ou vous avez rebondi ?**

Les deux. Des regrets énormes et je maintiens même l'espoir d'un rapprochement. Cette fusion aurait été bénéfique pour l'ensemble des chercheurs, des étudiants... Nous évoluons désormais dans un décret paysage. Nous avons rebondi. L'UCL a de multiples collaborations avec les autres universités. Lors du processus de fusion, des acteurs se sont rapprochés, des liens se sont créés.

**La concurrence est restée. Au détriment de la qualité ?**

Nous ne sommes pas Coca-Cola d'un côté et Pepsi de l'autre. Toutes les deux semaines, tous les recteurs des universités se parlent. Il y a des convergences. ■ **C.Ern.**

**INTERVIEW • Yves POULLET****« On nous a fait porter le chapeau et cela a été difficile à vivre »**

**Yves Poullet, vous êtes le recteur de l'UNamur. Pourquoi cet échec de la fusion, selon vous ?**

On aurait dû prévoir une phase intermédiaire. Je n'ai pas compris pourquoi il fallait d'emblée un projet de fusion. Et puis, on ne fait une fusion que si on a un projet enthousiasmant. Ce n'était pas le cas.

J'avais aussi proposé de mettre le rectorat à Bruxelles, pas à Louvain-la-Neuve. Mais le projet est resté frileux avec une gouvernance qui apparaissait trop complexe et insensée. Il y avait aussi des problèmes d'ego de personnes qui se seraient bien vues recteur de l'ensemble.

**Namur a été pointé du doigt pour avoir porté coup fatal au processus de fusion.**

On nous a fait porter le chapeau et cela a été difficile à vivre. Cela a représenté cinq années de travail et cela a mobilisé toutes les énergies d'une petite université comme la nôtre. Ce fut un réveil difficile. Nous n'avons pas investi ou modernisé dans nos propres outils durant l'intervalle. Par exemple, nous

avons toujours le même logiciel de gestion des ressources humaines.

**Vous restez amer ou avez-vous pu rebondir autrement ?**

Un des points positifs aura été la confrontation de cultures universitaires différentes. Une coupole de recherche commune entre UCL et FUNDP a d'ailleurs été maintenue. Par exemple. L'autre point positif, c'est que nous avons une volonté de rendre plus locaux les ancrages des universités. Les cinq pôles actuels vont dans ce sens.

On est retourné à la politique qui a toujours été la nôtre à Namur. Nous travaillons sans exclusive mais avec nos valeurs. Notre portefeuille pour la recherche est devenu hyperdiversifié. On a une ouverture de plus en plus grande. On travaille beaucoup avec Gembloux. Sinon, philosophiquement, on garde des attaches avec l'UCL. Mais entre universités, les choses ont bien évolué. ■

**C.Ern.**